

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- -Continuité de l'exploitation (confer note 1.1)
- -Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- -Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société a appliqué au 1er janvier 2005, les règlements CRC n°2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Compte tenu des principes comptables antérieurement appliqués par la société, la mise en œuvre de ces deux règlements n'a aucune incidence sur ses capitaux propres au 1er janvier 2005.

1.1 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

La société a rencontré de sérieuses difficultés qui se sont traduites par des résultats lourdement déficitaires et des tensions de trésorerie. Ainsi, le 13 janvier 2006, la société a demandé l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire auprès du Tribunal de Commerce de Lons le Saunier.

La société a bénéficié du renouvellement de la période d'observation lors de l'audience du 9 juin 2006 pour une nouvelle période de 6 mois.

La société entend établir un plan de redressement qui devrait se traduire notamment par la cession de deux actifs immobiliers (un immeuble d'habitation sis à Lons le Saunier et l'usine sise à Strasbourg) et la vente de l'activité verres.

Un plan de redressement devrait être soumis à l'appréciation du tribunal de commerce au cours du second semestre 2006.

Sur ces bases, la direction a décidé d'arrêter les comptes en retenant le principe de la continuité d'exploitation. Cependant, les mesures de restructurations engagées à ce jour n'ayant pas encore produit tous leurs effets, des incertitudes importantes pèsent sur la continuité d'exploitation.

Cependant, les comptes ont été établis dans une optique de continuité de l'exploitation.

1.2 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.2.1 Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. En l'occurrence, les durées d'utilisation n'ont pas été appréhendées différemment des durées d'usage utilisées antérieurement.

- Logiciels 1 an
- Constructions 20 à 30 ans
- Agencements 10 ans

- Installations techniques 10 ans
- Matériel et Outillage industriels 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 4 à 10 ans

Les amortissements économiquement justifiés sont des amortissements linéaires ou dégressifs admis par la loi fiscale. Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

1.2.2 Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.2.3 Prêts.

Il s'agit des prêts consentis aux organismes collecteurs dans le cadre de l'aide à la construction, ceux-ci sont remboursables sur 20 ans.

Ils sont valorisés à leur valeur nominale.

1.2.4 Stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Les prix de revient n'intègrent pas l'impact de la sous activité dans la valeur des stocks.

1.2.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.2.6 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.2.7 Achats

Les frais accessoires d'achats à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

2 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

2.1 Immobilisations & amortissements

Actif immobilisé	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions brevets	274 284	6 519	77 135	203 668
Fonds commercial	7 930			7 930
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	72 581			72 581
Constructions	1 210 891			1 210 891
Installations générales, agencements et Aménagement des constructions	1 477 071	10 379	157 969	1 329 481
Installations techniques, matériels et Outillages industriels	6 726 248	94 157	279 878	6 540 527
Matériel de transport	103 280	8 936	64 304	47 912
Matériel de bureau et informatique	442 137	17 517	106 220	353 434
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Sous-total	10 032 208	130 989	608 371	9 554 826
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	369 934			369 934
Prêts	632 033		9 585	622 448
Autres	16 582		14 040	2 542
Sous-total	1 018 549		23 625	994 924
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	11 332 971	137 508	709 131	10 761 348
Amortissements	Montant en fin d'exercice	Dotation de l'exercice	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions brevets	258 523	14 549	76 224	196 848
Sous-total	258 523	14 549	76 224	196 848
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 073 348	32 258		1 105 606
Installations générales, agencements et aménagement des constructions	1 263 197	70 163	104 052	1 229 308
Installations techniques, matériels et outillages industriels	6 485 219	69 443	238 238	6 316 424
Matériel de transport	96 709	6 970	64 303	39 376
Matériel de bureau et informatique	422 109	15 386	106 188	331 307
Sous-total	9 340 582	194 220	512 781	9 022 021
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	9 599 105	208 769	589 005	9 218 869

2.2 Détail des dotations aux amortissements de l'exercice

VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Mouvements affectant la provision pour amortissement dérogatoires	
			Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	14 006	543		
Immobilisations corporelles				
Constructions	32 258			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	70 163			
Installations techniques, matériels et outillage industriels	24 057	45 386		
Matériel de transport	6 970			
Matériel de bureau et informatique	4 303	11 083		
Sous-total	137 751	56 469		
TOTAL GENERAL	151 757	57 012		

2.3 Immobilisations par composant

Après une étude d'impact, la société n'a identifié de composant que pour ses actifs immobiliers. Ceux ci étant totalement amortis, la société n'a pas jugé pertinent de modifier les règles d'amortissement des dits biens.

Par ailleurs, la société n'a pas identifié de composants sur les autres actifs.

L'application des nouveaux textes relatifs à l'évaluation des actifs est donc sans conséquence sur la situation nette de la société au 1^{er} janvier 2005.

2.4 Etat des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Échéances à 1 an au plus	Échéances à +d'1an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	18 713		18 713
Prêts	622 448		622 448
Autres immobilisations financières	2 542		2 542
Actif circulant			
Client douteux ou litigieux	349 914		349 914
Autres créances clients	1 129 430	1 129 430	
Personnel et comptes rattachés	2 103	2 103	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 124	1 124	
Etat - impôt sur les bénéfices			
Etat - taxe sur la valeur ajoutée	65 660	65 660	
Autres impôts et taxes / Divers état			
Débiteurs divers	6 655	6 655	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	2 198 589	1 204 972	993 617

2.5 Provisions

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissement dérogatoires				
Sous-total				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour perte de change				
Autres provisions pour risque				
provisions litiges	133 112	93 978		227 090
provisions risques	50 875			50 875
provisions IFA				
provisions restructurations	120 497		120 497	
Sous-total	304 484	93 978	120 497	277 965
Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations:-titres de participation				
-autres immob.financières	369 934			369 934
Sur stock en-cours	432 334	352 454	432 334	352 454
Sur comptes clients	311 381	30 778	65	342 094
Autres provisions pour dépréciations				0
Sous-total	1 113 649	383 232	432 399	1 064 482
TOTAL DES PROVISIONS	1 418 133	477 210	552 896	1 342 447
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		477 210	432 399	
- financières				
- exceptionnelles			120 497	

La provision pour restructuration (120.497 €) a été reprise car devenue sans objet du fait de la prescription extinctive de contributions dues par l'entreprise au titre de sa restructuration de l'activité monture en 2001

Les provisions pour litiges sont ainsi ventilées :

- 7 K€ au titre d'instances prud'homales,
- 220 K€ au titre d'instances contentieuses opposant BOURGEOIS à ses anciens franchiseurs.

2.6 Dettes

2.6.1 Dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A moins d'1an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 ans maximum à l'origine				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	96 786		96 786	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 287 309	1 287 309		
Personnel et comptes rattachés	346 802	346 802		
Sécurité sociale et organismes sociaux	608 828	608 828		
Etat : Impôts sur les bénéfices	15 000	15 000		
TVA	62 019	62 019		
Autres impôts/Taxes et assimilés	388 817	388 817		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés	892 081	264 246	627 835	
Autres dettes	446 565	446 565		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 144 207	3 419 586	724 621	
Emprunts soucrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	34 628			
Montant des divers emprunts contractés auprès des associés personnes physiques	872 684			

Le plan de redressement n'ayant pas encore été homologué par le tribunal de commerce, les dettes sont considérées comme à moins d'un an à l'exception :

- des emprunts et dettes divers, constitué par une avance de l'ANVAR (97 K€),
- du compte courant du dirigeant (groupe et associés pour 892 K€)

2.6.2 Dettes garanties par des sûretés réelles

L'avance en compte courant de 800 K€ en principal consentie en septembre 2004 est garantie par une hypothèque sur le bâtiment de Graffenstaden.

Les intérêts sont également garantis par l'hypothèque.

La société a engagé des négociations avec des promoteurs immobiliers en vue de céder cet immeuble.

Les dettes fiscales et sociales (taxes professionnelles 2004 et 2005, diverses taxes foncières, part patronales de certaines cotisations sociales échues au cours de l'exercice 2005) sont garanties par une hypothèque du trésor portant sur les immeubles de la société sis à LONS LE SAUNIER (725, route de Besançon et 2, rue des Mouillères) pour un montant de 530.914 € (dont 477.500 € en principal)

2.7 Autres informations

2.7.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir Néant

2.7.2 Charges à payer

Le montant des charges à payer est inclus dans les postes suivants du bilan.

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	4 671
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85 386
Dettes fiscales et sociales	682 366
Autres dettes	0
TOTAL	772 423

2.7.3 Charges constatées d'avance (d'exploitation)

Charges constatées d'avance (d'exploitation) Néant

2.7.4 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance Néant

2.7.5 Fonds commercial

Les fonds commerciaux figurant au bilan se décomposent suivant le tableau suivant.

Fonds commerciaux achetés avec protection juridique	7 925
Fonds commerciaux achetés sans protection juridique	0
TOTAL	7 925

2.7.6 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Postes du bilan	Entreprises liées	Créances et dettes matérialisées par des effets de commerce
Clients et comptes rattachés (montant net)		170 489
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 193	7 867
Créances rattachées à des participations (montant net)	0	0

2.8 Ecarts de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

NATURE DES ECARTS	Montants	Provisions pour perte de change
Ecarts de conversion - Actif sur dettes et créances d'exploitation	4 414	
Ecarts de conversion -Passif sur dettes et créances d'exploitation		

3 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Informations sectorielles

3.1.1 Répartition par secteurs d'activité

Secteurs d'activité	% du C.A
Montures	55
Verres	45
TOTAL	100

3.1.2 Répartition par marches géographiques

	chiffre d'affaires	en %
France	4 988 272	85,9%
Etranger	816 510	14,1%
TOTAL	5 804 782	100,0%

3.2 Détail des produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels sur opération de gestion		1 932
Produits sur cession éléments corporels		24 288
Quote-part subvention investissement		1 067
Reprise provision pour risques et charges		120 497
Produits sur exercices antérieurs		33 764
Pénalités et amendes	6 598	
Autres charges exceptionnelles de gestion	4 212	
Charges sur exercices antérieurs	41 534	
Valeur nette comptable, immobilisations corporelles cédées	2 341	
Sous- Total	54 685	181 548
TOTAL		-126 863

3.3 Transfert de charges

Formation	15 467
Remboursement assurances	19 874
Refacturations	3 011
Salaires charges sociales	5 200
Divers	4 357
TOTAL	47 909

3.4 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	-1 529 059	0	-1 529 059
Résultat exceptionnel (et participation)	126 861	0	126 861

- Cadres 25 ans
- ETAM et ouvrier 23 ans
- Salaire moyen des salariés
 - Cadres 37.802 €
 - ETAM et ouvrier 18.839
- Taux de démission 4 %
- Taux de licenciement 4 %
- Table de mortalité TV 8890

L'engagement au titre des indemnités de fins de carrière est de 165.900 € ainsi ventilé :

- Cadres (hors mandataires sociaux) 27.597 €
- ETAM 138.302 €

Cet engagement est couvert à hauteur de 24.162 € par une compagnie d'assurance.

4.1.4 Droit individuel à la formation.

Le montant des provisions pour DIF est calculé selon les règles légales en vigueur :

- Droit à DIF acquis après un an d'ancienneté,
- Le droit est acquis au 1^{er} janvier de l'exercice,
- Le droit est de 20 heures par an, cumulable sur 6 ans au maximum,
- Le montant dû par l'employeur est égal à 50 % de la rémunération nette, ainsi que les frais de formation et de transport
- Les engagements financiers n'intègrent pas les frais de formation et de transports qui sont déjà pris en charge au titre des obligations légales de financement de la formation professionnelle continue).

catégorie	Droit (en heures)	Engagement financier
Ouvrier	1.280 heures	4.615 €
ETAM	320 heures	1.608 €
Employés	380 heures	1.451 €
Représentant	217 heures	1.400 €
Cadres	260 heures	2.641 €
total	2.457 heures	11.715 €

4.2 Liste des filiales et participations

FILIALES et PARTICIPATIONS	F.P.O France	BOURGEOIS BENELUX Belgique	TIFFANY eyewear USA
Capital	9 146	61 973	299 500
Réserves (1)	-46 124	-774 730	96 588
Quote-part détenue	99%	99,57%	100%
Valeur nette comptable de la participation	0	0	0
CA 2005	0		
Résultat 2005	0		
(1) dont report à nouveau	-46 894		

La filiale FPO est en sommeil depuis le mois de février 2002. Les capitaux propres négatifs ont pour contrepartie une créance de BOURGEOIS SA dépréciée à 100 %. La société n'a donc pas identifié de risque.

La filiale Tiffany Eyewear est en sommeil depuis mai 1997.

La filiale Bourgeois Bénélux est en sommeil depuis Février 2000. Malgré une situation nette négative de sa filiale belge, BOURGEOIS SA n'a pas identifié de risque d'être appelée en garantie à ce titre.

Les titres de participation des filiales sont intégralement dépréciés.

4.3 Composition et évolution des capitaux propres

	Situation au 31/12/2003	Situation au 31/12/2004	Situation au 31/12/2005
Nombre d'actions	531 878	531 878	531 878
Capital	2 028 000	2 028 000	2 028 000
Réserves	2 615 128	1 084 519	-686 104
Résultat de l'exercice	-1 530 602	-1 770 624	-1 417 197
Capitaux propres	3 112 526	1 341 895	-75 301

4.4 Répartition du capital social

Actionnaires	Répartition en %	
	du capital	des droits de vote
Famille Bourgeois	72,13%	81,80%
Public	27,87%	18,20%
Ensemble	100,00%	100,00%

Selon les statuts de la société, les actions nominatives détenues depuis plus de 5 ans confèrent un droit de vote double.

4.5 Soldes intermédiaires de gestion

	2005	%	2004	%	2003
Vente de marchandises					
Coûts d'achats des marchandises vendues					
MARGE COMMERCIALE					
Production vendue	5 804 782		7 836 002		11 011 907
Production stockée	-450 881		-486 065		-1 333 819
Production immobilisée					
PRODUCTION DE L'EXERCICE-	5 353 901	100,00%	7 349 937	100,00%	9 678 088
Consommation en provenance de tiers	2 848 606		4 502 992		4 952 824
VALEUR AJOUTEE	2 505 295	46,79%	2 846 945	38,73%	4 725 264
Subvention d'exploitation					
Impôts et taxes	345 741		335 289		444 572
Charges de personnel	3 389 226		5 162 454		5 931 456
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-1 229 672	-22,97%	-2 650 798	-36,07%	-1 650 764
Reprise de provisions et transfert de charges	627 162		1 385 597		1 345 086
Autres produits	8 047		7 339		8 055
Autres charges	10		12 342		45 794
Dotations aux amortissements	208 772		226 270		296 705
Dotations aux provisions	628 350		975 629		787 092
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 431 595	-26,74%	-2 472 103	-33,63%	-1 427 214
Produits financiers	2 221		18 329		82 810
Charges financières	99 685		91 816		179 539
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-1 529 059	-28,56%	-2 545 590	-34,63%	-1 523 943
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	35 696		83 867		66 175
produits exceptionnels sur opération en capital	25 354		991 278		113 545
Reprises provisions except./quote part subv.d'i	120 497		54 003		221 562
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	48 132		66 939		340 887
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 553		146 111		51 304
Dotations aux provisions exceptionnelles			103 628		
Participation des salariés					
Impôts sur les bénéfices	15 000		37 500		15 750
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-1 417 197	-26,47%	-1 770 620	-24,09%	-1 530 602

4.6 Capacité d'autofinancement

	2005	2004
Excédent brut d'exploitation	-6 583 573	-10 000 735
+ Transfert charges d'exploitation	43 625	73 923
+ Autres produits	8 047	7 339
- Autres charges	-10	-12 342
+ Produits financiers	2 221	18 329
- Charges financières	-99 685	-91 816
+ Produits except./opérations gestion	35 696	83 867
- Charges except./opérations gestion	-48 132	-66 939
- Impôts sur les bénéfices	-15 000	-37 500
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-6 656 811	-10 025 874

4.7 Tableau de financement

EMPLOIS	2005	2004	RESSOURCES	2005
Dividendes			Capacité d'autofinancement	-1 302 910
Investissements non financiers	43 352	61 502	Cession d'immobilisations	25 354
Investissements financiers			Désinvestissements financiers	23 625
Remboursements d'emprunts	34 628	6 003	Emprunt souscrit	
Diminution autres dettes financières		22 296	Augmentation autres dettes financières	43 538
Remboursement participation			Subvention d'investissement	
Total des emplois	77 980	89 801	Total des ressources	-1 210 393
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	1 288 373
TOTAL	77 980	89 801	TOTAL	77 980